



Dr. Olivier Buirette

Le 3 avril 2022, le Fidesz de Viktor Orbán remportait une fois encore la majorité aux élections législatives hongroises avec 53,1 %, confirmant ainsi le maintien au pouvoir du premier ministre conservateur de retour aux affaires à Budapest depuis 2010. Parallèlement, on votait aussi en Serbie pour l'élection présidentielle qui devait amorcer, avec 60 %, la reconduction d'Alexandre Vujić en place depuis 2017. Le maintien de ces deux personnalités fortes ; l'une au sein de l'UE et l'autre en marge et qui maintient habilement à la fois sa candidature (renforcée encore par ce récent référendum donnant en janvier 2022 : 60,24 % de « oui » à la mise en conformité des institutions judiciaires avec l'UE) et une position modérée vis-à-vis de la Russie ; a pour principale conséquence de montrer principalement la diversité des positions tant dans les



Continuités politiques à l'Est et conséquences : « Les conséquences des victoires de Viktor Orbán en Hongrie et d'Alexandre Vujić en Serbie. »

pays d'Europe centrale et orientale au sein des 27, que parmi les candidats à l'adhésion.

La pression exercée par l'actuel conflit en Ukraine est évidemment l'une des principales raisons, le slogan de Viktor Orbán n'était-il pas « Paix et Sécurité – Béke és Biztonság » ? Celui-ci développait une position de quasi neutralité vis-à-vis de ce conflit, ce qui n'est pas sans rappeler, toute proportion gardée, le souhait de la Hongrie de 1956 de sortir du camp socialiste, et plus précisément du Pacte de Varsovie créée en 1955, en devenant un état neutre comme l'avait fait l'Autriche voisine en obtenant ainsi le départ de l'occupation d'une partie de son territoire par l'Armée rouge ?

Tout ceci est bien sûr à mettre sous l'éclairage de la réélection d'Emmanuel Macron le 24 avril à la présidence de la République française, ce qui relance bien la poursuite jusqu'à fin juin, de la Présidence Française de l'Union Européenne (PFUE). L'Europe va donc dans les semaines à venir, revenir dans le jeu diplomatique pour une tentative de sortie de crise.

Il faudra donc composer avec des points de vue divergents parmi les 27, avec aussi des situations diverses dans les Balkans, sans oublier cette nouvelle donne créée par la candidature de la Suède et de la Finlande à leur entrée dans l'OTAN, suivant toujours le même principe à l'œuvre, en tout cas depuis 1990, à savoir de bénéficier de la protection de l'Alliance face aux risques éventuels qui pourraient notamment venir depuis l'Est.

En tout état de cause, le maintien au pouvoir d'Alexandre Vujić en Serbie confirme bien que dans les mois qui viennent, la situation dans les Balkans sera à prendre en compte notamment avec ce souhait exprimé clairement par la composante serbe de la Bosnie Herzégovine, la *Republika Srpska*, de quitter la structure mise en place en 1995 par les accords de Dayton et de demander ainsi son rattachement à la République de Serbie voisine. Quelle sera alors la position d'un Alexandre Vujić fraîchement réélu ? Nous avons déjà évoqué cette question dans un article précédent.

De même, le pôle dit des « démocraties illibérales » se trouve en tout état de cause renforcé par cette réélection de Viktor Orbán en Hongrie, toujours mis sous la coupe depuis début avril de sanctions de l'UE face aux dérives multiples de l'état de droit, tout comme bien

sûr en Pologne. Ces aspects devront être pris en compte pour ces deux pays importants de l'Union européenne, surtout dans une PFUE qui va se terminer en juin et au cours de laquelle Emmanuel Ma-



cron, qui, comme il l'a annoncé, recherchera jusqu'au bout une sortie diplomatique dans le conflit ukrainien.

Les voies de la diplomatie sont multiples et de sa diversité et de sa prise en compte que pourront émerger les solutions à venir pour un espoir d'apaisement sur notre continent.

Bülent Akarcalı : « La France ne perdra rien en se rapprochant de la Turquie, au contraire. »

Jadis Ministre de la santé puis du tourisme, Bülent Akarcalı est également à l'origine de la Fondation pour la démocratie en Turquie, de l'Université de Bilgi, ainsi que de la fondation Saint Joseph. Grâce au français impeccable qu'il tient fièrement de son enseignement au collège Saint Joseph, nous avons pu échanger au sujet des relations franco-turques.

Quelle est la relation qui vous lie à la France ?

Je suis un ancien de *Saint Joseph* à Izmir, puis à Istanbul où j'ai appris le français. Nous y avons été formés comme des « rambos » mais j'en suis reconnaissant. Je suis un grand mécène de l'école. En 1983 j'ai été élu député d'Istanbul. J'ai pris en charge le collège St Joseph dans ses éventuels problèmes etc. mais surtout pour l'agrandir, et nous avons créé la *Fondation St Joseph* qui a elle-même créé l'école *Petit Prince* 100 % autofinancé.

C'est moi qui ai rétabli les relations franco-turques en 1984, avec le *Parti de la mère patrie*. Il n'y avait pas un seul représentant français qui participait aux réceptions de l'ambassade de Turquie à Paris, la Turquie était « bannie » à cause du coup d'état de 1980. En ma qualité de vice-président du parti, je suis d'abord allé voir Jacques Chirac et ensuite François Mitterrand. En six mois c'était l'inverse si bien que je participais à la campagne des élections aux côtés de Jacques Chirac.

Ce qui est important c'est que cette tendance à l'égard de la Turquie a fortement marqué l'opinion publique française, les médias etc., de telle manière que 99 % des articles sur la Turquie publiés en France depuis Sarkozy sont négatifs. J'ai écrit à l'AFP, on m'a répondu : « ce sont

les nouvelles que l'on attend de nous ». **Qu'espérez-vous des relations entre la France et la Turquie à l'avenir ?**

Il y a en Turquie une grande communauté de français qui ne se regroupent qu'entre français et ne parlent presque pas le turc. De notre côté, nous ne connaissons que trop bien la France. C'est une chance, non seulement pour la France mais aussi pour l'Europe de connaître la Turquie.

Il y a aujourd'hui peut-être 100.000 turcs qui ont un niveau d'éducation très important et exercent aussi bien dans le secteur privé que public qui sont diplômés des écoles francophones. Je suis moi-même fondateur du collège *Petit Prince* qui a plus de 1000 élèves francophones, or on ne reçoit aucun centime d'assistance de la France. Pourtant ces écoles sont de grandes richesses pour les deux pays.

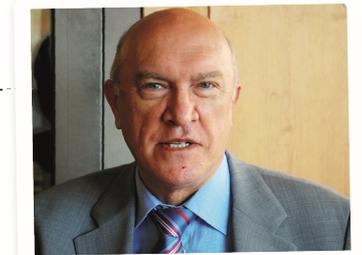
J'ai toujours dit que la France ignore son héritage culturel en Turquie. Par exemple, il y a plus de 5000 mots d'origine française dans la langue turque, mais aussi dans tout ce qui est relatif à la science, par exemple la médecine. De plus, la France a été le premier pays à reconnaître la République turque, il est très dommage d'oublier cela. Nous avons tant en commun avec l'Europe : le code pénal turc est calqué sur le celui d'Ita-

lie, le code de commerce vient de France, notre code civil est identique au code civil suisse. La France et l'Europe doivent, en fait, aider la Turquie à ne plus commettre d'erreurs. Il faut cesser cette bataille car c'est aussi la volonté du peuple turc.

Bien-sûr la Turquie pose des problèmes sur certains plans mais il appartient aussi à la France de faire certains efforts, pour l'intérêt des deux parties. Nous avons des intérêts communs, il convient de ne pas juger la Turquie uniquement sur son passif. Or il n'est présenté à l'opinion publique française que le passif négatif de la Turquie. Pourquoi ne pas au contraire voire la Turquie comme un partenaire de grande importance, l'un des rares pays musulmans qui est en démocratie ?

Pensez-vous que votre conviction au sujet d'un potentiel rapprochement entre la France et la Turquie soit partagé par une majorité de turcs ?

Bien-sûr. Je parle d'abord de la population turque. L'opinion publique turque est peut-être beaucoup plus disposée que l'autorité politique ou administrative bureaucratique. En France c'est un peu l'inverse et c'est là le problème. Mais en Turquie l'opinion publique est très favorable à la France, à commencer par tous les étudiants et anciens étudiants d'éta-



blissements francophones du pays ainsi que leur famille, ou encore les familles des turcs parties vivre en France.

Mon message est celui-ci : la France ne perdra rien en se rapprochant de la Turquie, au contraire. C'est en devenant ami à nouveau que la Turquie adhèrera davantage aux valeurs de la France et de la démocratie. Dans un concept de relation entièrement normalisée, basé sur la confiance et non sur l'intérêt mutuel, on peut surmonter les difficultés. Or la Turquie est non seulement disposée à cela, mais elle dispose également des ressources humaines et culturelles nécessaires à ce rapprochement. Sur les 800 000 turcs qui vivent aujourd'hui en France, il y en a plus de 20 000 qui sont issus de voies académiques et intellectuelles reconnues. Si les dispositions politiques sont prises par la France, grâce ces ressources notamment, alors on accèdera à des résultats très positifs.

* Caroline Deschamps